

**ASSOCIATION CANADIENNE DES MÉDECINS POUR L'ENVIRONNEMENT
RÉPONSES AUX ARGUMENTS DE L'INDUSTRIE DE FRACTURATION HYDRAULIQUE**

**Dr Éric Notebaert MD MSc
09 Janvier 2019**

Nous avons récemment effectué une tournée en Gaspésie afin d'informer la population et les élu-e-s des risques sanitaires et environnementaux que pose l'industrie de la fracturation hydraulique. L'industrie a réagit. Et certains commentaires écrits envoyés aux journalistes sont soit tout à fait faux, soit très imprécis

Le représentant de l'Association Pétrolière et Gazière du Québec (APGQ) mentionne que 134 études ne font pas état de risques significatifs pour la santé. Or ces études sont en général non répertoriées lorsque nous utilisons des moteurs de recherche médicaux sérieux. Ce sont de petites publications, souvent effectuées dans les premières décennies de l'activité industrielle, alors qu'on avait très peu de recul sur ses impacts sanitaires. Ils sont souvent le fait de groupes de non-médecins. Ce sont souvent des 'opinions d'experts', et souvent des travaux financés par l'industrie gazière même. Il y a là de multiples et très sérieux biais. La communauté médicale ne les considère en général pas, car leur méthodologie est dans bien des cas très pauvre.

Tous les spécialistes en santé publique estiment maintenant qu'il n'y a qu'une douzaine de grandes études épidémiologiques bien faites sur le sujet (ce que l'APGQ appelle des études 'secondaires', terme assez dénigrant). Ceci témoigne malheureusement d'une ignorance manifeste des multiples problèmes de santé causés par l'industrie. Ces études majeures datent toutes de moins de 10 ans. Dix des douze études effectuées depuis 2013 confirment les associations inquiétantes entre l'industrie gazière et plusieurs problèmes de santé : Hausse de problèmes embryonnaires, développementaux, pulmonaires, cardiaques, neurologiques, oncologiques, endocriniens, dermatologiques, etc...Et plus les gens vivent proche des puits, plus ces problèmes sont importants.

L'Institut National de Santé Publique du Québec (INSPQ) a étudié cette question en 2013. Elle estimait alors qu'elle n'avait tout simplement pas assez de données pour statuer sur les risques associés à la fracturation. C'est pourquoi nous sommes d'avis qu'il est urgent que l'INSPQ se penche à nouveau sur ce dossier.

À propos de la liste des éléments chimiques utilisés, il est faux de dire que ceux-ci sont complètement divulgués. Dans le portail Fracfocus en Colombie Britannique, on ne trouve qu'une liste très partielle des produits possiblement utilisés. L'industrie mentionne que les fluides ont été analysés par l'Étude Environnementale Stratégique du Gouvernement du Québec. En effet cette étude démontrait plusieurs éléments inquiétants. Mentionnons ici simplement la saumure, qui était trop radioactive pour être répandue sur les routes.

Au niveau toxicité, il faut aussi souligner que selon une étude de 2016, nous n'avons aucune donnée sur 75% des composés au niveau des risques pour la reproduction et du développement fœtal. De même, s'il est démontré que plusieurs dizaines de produits sont cancérigènes, nous n'avons aucune donnée sur la cancérigénicité de 75% des produits utilisés par l'industrie. Quand aux BTEX, ils sont des composés de base du gaz naturel, il est pratiquement impossible de ne pas en retrouver. La seule étude effectuée dans le domaine au Canada est une étude qui démontre bien un métabolite du

benzène dans l'urine des femmes enceintes qui demeurent proche des puits. J'inviterais l'industrie à lire à ce chapitre les travaux de la Dre Élyse Caron Beaudoin de l'Université de Montréal.

Côté impact social, l'argument principal des compagnies pour illustrer leur côté positif dans une communauté est de dire que les compagnies donneront de \$500 000.00 à \$1M aux villes qui auront accepté les forages. Quelle vision réductrice d'un impact social! Malheureusement on ignore tout un ensemble d'impacts négatifs qui ont fait l'objet de très nombreuses publications (pollution de l'air et de l'eau, destruction des terres, tensions dans les communautés, stress, inégalités économiques, hausse des accidents, violences diverses).

Côté environnement, la contamination des nappes phréatiques est un problème qui a été maintes et maintes fois rapporté et que personne ne peut nier. En ce qui concerne les tremblements de terre, leur fréquence est parfois telle qu'elle a forcé les compagnies à stoppé des forages aux États Unis il y a quelques années. Lorsque l'on fracture la roche, personne ne peut en prédire les impacts précis. Les géologues canadiens et américains ont d'ailleurs bien établi le lien de cause à effet clair entre la fracturation et les tremblements de terre.

L'argument du gaz naturel zéro émission est assez fallacieux : le gaz naturel aurait une empreinte écologique égale au solaire ou à l'éolien? Un tel argument n'est tout simplement pas sérieux. Une grande étude du MIT et du Département de l'Énergie aux ÉUA a d'ailleurs estimé que les seules émissions fugitives de l'industrie sont suffisantes pour annuler tous les bénéfices faussement clamés par l'industrie. Par ailleurs, il est urgent de considérer l'apport de l'industrie aux émissions de GES, car le réchauffement planétaire est le problème de santé publique le plus important que nous vivons actuellement.

En terminons, nous croyons qu'un BAPE générique portant sur toute l'industrie de la fracturation hydraulique doit absolument avoir lieu au début 2019, avant que les compagnies ne décident de reprendre les forages. Un BAPE est en effet l'endroit idéal pour entendre les commentaires des individus, organisations, et industriels intéressés par la question.

Nous demeurons disponible pour répondre à toutes les questions que pourraient avoir les organismes ou individus intéressés par l'industrie de la fracturation hydraulique et les risques pour la santé.
